



ASIA FOCUS

QUELLE POSTURE FRANÇAISE DANS LE CAS D'UNE ESCALADE DANS LE DÉTROIT DE TAIWAN ?

Barthélémy Courmont / Directeur de recherche à l'IRIS,
maître de conférences en Histoire à l'Université catholique de Lille

Octobre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Barthélémy Courmont / Directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences en Histoire à l'Université catholique de Lille

Barthélémy Courmont est directeur de recherche en charge du Programme Asie-Pacifique, et co-responsable du développement à l'IRIS.

Ses aires d'expertise couvrent les enjeux politiques et sécuritaires en Asie-Pacifique, la stratégie de puissance de la Chine, la politique étrangère des États-Unis et les nouvelles menaces.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Les tensions dans le détroit de Taiwan se sont fortement accrues au cours des dernières années, notamment en marge de l'affirmation de puissance militaire chinoise. On se souvient ainsi des manœuvres militaires engagées en réponse à la visite à Taipei de Nancy Pelosi (alors présidente de la Chambre des représentants à Washington) début août 2022. Quelques semaines plus tard, lors du vingtième congrès national du parti communiste chinois en octobre 2022, le président chinois Xi Jinping annonça un renforcement de l'appareil militaire chinois pour doter son pays d'une « armée de classe mondiale » à l'horizon 2027. Plus récemment, à l'occasion de l'Assemblée nationale du peuple, les observateurs ont noté la substitution de l'habituelle « réunification pacifique » par « réunification ferme » dans le rapport sur le budget du Premier ministre Li Qiang. Les forces navales chinoises pourraient atteindre une masse critique aux alentours de 2030, date à partir de laquelle le coût d'entretien de la flotte existante n'autoriserait plus le financement de navires supplémentaires. Puisque les forces taiwanaises ignorent ces contraintes, la fenêtre temporelle optimale pour réaliser une manœuvre militaire sera brève. Passé ce délai, le rapport de force deviendra de plus en plus défavorable à Pékin.

Ces tensions interpellent la communauté internationale, compte tenu des conséquences incertaines d'une escalade militaire. Si la France n'entretient plus de relations diplomatiques avec la République de Chine (Taiwan) depuis 1964, les échanges économiques et culturels restent très importants, et la diplomatie parlementaire très active. Paris insiste par ce biais sur la nécessité d'un *statu quo* permettant de maintenir la souveraineté territoriale et politique de Taiwan, dont le système démocratique est par ailleurs loué à Paris. Une mission de députés et sénateurs français s'est ainsi rendue à Taipei en mai 2024, à l'occasion de l'intronisation du président Lai Ching-te, et des visites sont fréquemment organisées par les groupes d'amitié.

À brève échéance il est assez peu probable, mais pas impossible, à la faveur d'une dégradation de la situation économique chinoise entraînant une rupture du contrat social l'unissant à sa population, que la Chine amorce une escalade militaire avec Taiwan pour mettre en avant ses ambitions politiques et territoriales. Cependant, dans un scénario d'escalade qui ne saurait être totalement exclu, la France, membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU et seul pays européen à disposer de territoires dans l'Indo-Pacifique (en plus d'avoir des capacités militaires dans la zone), sera tenue de prendre position par rapport aux principaux acteurs : Taiwan, la Chine, les États-Unis ou encore le Japon.

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Une escalade militaire dans le détroit de Taiwan pourrait conduire à un conflit dévastateur pour la région qui s'en trouverait déstabilisée, avec des conséquences très lourdes sur l'économie mondiale. En effet, ce détroit constitue une voie de communication majeure pour le commerce international. Selon l'agence Bloomberg, le détroit de Taiwan a vu « 48% des 5 400 porte-conteneurs en opération dans le monde y naviguer en 2022 » et le « détroit représente 88% du trafic des plus gros cargos ». L'arrêt des exportations et des importations depuis Taiwan perturberait les chaînes d'approvisionnement logistique et l'activité de centres économiques de la région, de l'Europe et du reste du monde. Cette dépendance à Taiwan s'est renforcée au cours des dernières années, à la faveur du développement des exportations de produits de haute-technologie, notamment les semi-conducteurs. Les exportations pèsent actuellement pour environ 70% de l'économie taiwanaise, et sont composées de produits industriels à 98%, dont un tiers de produits électroniques. Si la Chine et Hong Kong restent de très loin les principaux clients de Taiwan (plus de 40% des exportations), l'Europe ne pèse que pour 9% des exportations taiwanaises. Les relations commerciales bilatérales avec la France profitent très largement à Taiwan, avec un volume commercial supérieur à 5,6 milliards d'euros, et une balance excédentaire à hauteur de 1,9 milliard d'euros, conséquence des importantes exportations de biens électroniques.

Les deux pays souhaitent accroître leurs échanges, en particulier dans le domaine des hautes technologies. Le premier dialogue économique et commercial de haut niveau entre Taiwan et la France a eu lieu le 26 mars 2024, soulignant l'engagement des deux parties à approfondir la coopération en matière de chaîne d'approvisionnement industrielle (aérospatiale, intelligence artificielle, véhicules électriques, énergies renouvelables et semi-conducteurs). Le ministre taiwanais des Affaires économiques Wang Mei-hua y a rappelé qu'une nouvelle usine de batteries à semi-conducteurs (ProLogium Technology Co.) s'apprête à s'implanter en France. Dans le secteur aérospatial, les deux partenaires peuvent approfondir leur collaboration en s'appuyant sur les équipements au sol pour satellites de Taiwan et sur la solide industrie spatiale française. Sont également prévus des projets conjoints de recherche et de développement sur les applications industrielles de l'IA, avec un potentiel de coopération dans les technologies de sixième génération, les technologies de l'information et de la communication et la transformation nette zéro dans le cadre du programme France 2030.

La relation économique et commerciale de plus en plus forte dans le volume, et de plus en plus cruciale dans la nature des technologies échangées, impose une plus grande implication de la France dans l'hypothèse d'une dégradation de la relation interdétroit. Compte tenu des

projets en cours et des perspectives de coopération, la France devient *de facto* un partenaire incontournable de Taiwan, et réciproquement, Paris ne peut rester insensible à des développements stratégiques mettant potentiellement en péril certains segments de son économie. Reste à voir cependant comment la France pourra le cas échéant équilibrer son positionnement compte tenu de sa relation économique avec la Chine.

LE DÉTROIT DE TAIWAN : CARREFOUR DE STRATÉGIES ET D'AMBIGUÏTÉS

Pékin considère depuis des décennies la « question taiwanaise » comme une affaire de politique intérieure laquelle renvoie également à ses propres ambitions géopolitiques et stratégiques, qui n'ont fait que croître au cours des deux dernières décennies. Cette question cristallise par ailleurs l'opposition entre la Chine et les États-Unis, même si elle n'en est qu'une des nombreuses manifestations. Au sein de l'Union européenne, la question taiwanaise se traduit par des positions dissonantes des États membres. La France défend ainsi une stratégie dite de « troisième voie » face à l'opposition Chine-États-Unis notamment sur ce sujet, qui se traduit par un refus d'alignement sur Pékin ou Washington.

L'ambiguïté des positions sur le détroit de Taiwan traduit de manière récurrente les inquiétudes des États au regard de leur dépendance économique vis-à-vis de la Chine (cf. supra) et la nécessité de ne pas trop la brusquer au risque qu'elle ne prenne l'initiative, y compris par la voie militaire. Le cas français ne fait pas exception. Un consensus existe cependant sur les questions de liberté de navigation dans le détroit, du rôle essentiel de Taiwan dans l'économie mondiale et du maintien de la paix dans le détroit. Ce fut rappelé côté français à travers l'amendement proposé par le Sénat dans le cadre du vote de la loi de programmation militaire 2024-2030.

Dès lors, les réponses apportées en cas d'escalade dans le détroit dépendront de son degré et de son origine, mais aussi de la perception des risques des États directement ou indirectement concernés : risque pour la stabilité et l'économie mondiale, mais aussi pour leur propre économie au regard de leur relation bilatérale respective avec Pékin.

À l'initiative du Président Macron, la France soutient le maintien du *statu quo* à Taiwan. Cette position souligne le fait que la France souhaite éviter de s'impliquer dans des tensions potentielles entre les États-Unis et la Chine sur cette question comme le Président l'a rappelé

lors du retour de sa dernière visite officielle en Chine, le 7 avril 2023¹. Ainsi, la France doit prioriser la voie diplomatique en mobilisant son influence en tant que puissance de l'Indo-Pacifique et membre clef de l'Union européenne sur les questions diplomatiques et stratégiques. L'initiative française pourrait s'articuler autour de la promotion d'un dialogue bilatéral avec la Chine, tout en incluant Taiwan dans les pourparlers, et en reconnaissant l'importance de Taiwan dans la stabilité régionale et en insistant sur la souveraineté politique et territoriale taiwanaise. Cette démarche, tout en promouvant une solution pacifique, mettrait en lumière la diplomatie française traditionnelle, capable de parler à tous les acteurs sur la scène internationale.

QUELLES CONSÉQUENCES MILITAIRES ?

La question de l'avenir de Taiwan se pose aussi sur le terrain militaire, compte tenu du rapport de force à l'avantage de Pékin et des manœuvres militaires chinoises à répétition. Selon les auteurs du document du CSIS intitulé *The First Battle of the Next War*², qui propose les simulations d'une attaque sur Taiwan les plus complètes et rigoureuses à ce jour, la phase initiale d'une invasion s'accompagnerait certainement de frappes de missiles sur l'île de Guam, territoire américain. La France ne sera *a priori* pas obligée légalement par un déclenchement de l'article 5 du traité de l'OTAN puisque cette île se situe au sud du Tropique du Cancer. Une intervention militaire française procéderait donc uniquement d'une volonté politique, en concertation avec ses alliés, mais sans processus automatique. Cependant, les forces françaises, comme celles des partenaires européens (y compris britanniques), ne semblent pas être des facteurs capables d'influencer l'issue du conflit, en comparaison avec les États-Unis ou même le Japon.

Trois arguments sont convoqués pour justifier cette exclusion : la prévisible indécision politique des dirigeants européens qui tarderont à acter une entrée en guerre ; le temps de déploiement des forces navales qui sera supérieur à quatre semaines (les États-Unis estiment pouvoir reprendre le contrôle du détroit sous trois semaines) ; l'impact négligeable de l'armée française au regard des forces en présence. Un soutien matériel sur le modèle de celui apporté à l'Ukraine (livraisons d'armes, de munitions et d'équipements militaires) est également inenvisageable pour cause d'interdiction maritime chinoise. Ce conflit militaire pose donc une équation au sein de laquelle la France pourra difficilement trouver sa place : soit Taiwan combat seul et tombe rapidement, soit les États-Unis s'engagent et le conflit devient plus

¹ Michel Rose, "Macron: France favours 'status quo' on Taiwan, position unchanged", *Reuters*, 12 avril 2023. <https://www.reuters.com/world/china/macron-france-favours-status-quo-taiwan-position-unchanged-2023-04-12/>

² Mark Cancian et al., *The First Battle of the Next War*, CSIS, Washington, 2023.

incertain. En l'absence de leviers militaires capables d'influencer la Chine, la France devra donc s'astreindre à une neutralité, en discours comme en actes, tout en condamnant la rupture du *statu quo*. Cette position lui permettra le cas échéant de se positionner comme un interlocuteur crédible auprès des belligérants et d'engager une sortie diplomatique au conflit.

QUELLES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ?

À l'image des sanctions économiques prises à l'égard de la Russie depuis 2022, il est très probable que les pays du Sud global refusent de se joindre à des sanctions occidentales ciblant la Chine dans le cas d'une attaque de Taiwan. L'hypothèse est d'autant plus réaliste que la Chine (15% des exportations mondiales, 10% des importations) représente un partenaire commercial de premier ordre pour une grande majorité de ces pays. Au niveau européen, le vote d'un treizième paquet de sanctions contre la Russie (24 février 2024) a suscité la protestation de la France et de l'Allemagne au titre qu'il incluait quatre entités chinoises, indiquant à quel point cette question reste sensible. Il n'est donc pas acquis que Paris souscrive à de telles sanctions, ni que les partenaires européens suivent la France si elle décidait unilatéralement d'un régime de sanctions. L'Allemagne (dépendante de la Chine à hauteur de 20% pour son commerce international), dont l'industrie automobile s'appuie en grande partie sur les importations chinoises, pourrait se montrer particulièrement récalcitrante. On peut également faire ici mention de plusieurs États d'Europe centrale et orientale qui bénéficient d'importants investissements chinois depuis deux décennies.

La France se trouve de son côté dans une position extrêmement désavantageuse pour mener une guerre commerciale à la Chine. Une part conséquente des exportations françaises vers la Chine est en effet constituée de produits de luxe (cosmétiques, vêtements, vin, bijoux) dont la consommation n'est pas nécessaire et pour lesquels des alternatives existent déjà en Chine. Ce à quoi s'ajoute la balance commerciale déjà déficitaire de la France, à hauteur de 100 milliards d'euros en 2023. La relation commerciale fondamentalement asymétrique entre la France et la Chine (24 milliards d'exportation, 78 milliards d'importations en 2022), limite considérablement la marge de manœuvre de Paris. Si des alternatives devaient être trouvées aux importations chinoises, l'augmentation des coûts ne serait pas soutenable pour l'économie française. La question se pose également de l'effet des sanctions sur l'économie chinoise ; toute proportion gardée, l'exemple de la Russie laisse douter de l'efficacité de telles mesures. L'économie russe a en effet enregistré une croissance de 3% en 2023 grâce à une diversification de ses partenaires commerciaux. La Chine, du fait de son positionnement dans la chaîne de production (importations de matières premières, exportations de produits

manufacturés), pourrait très facilement diversifier ses approvisionnements et miser sur la réticence des pays occidentaux à se couper d'importations à bas coût.

Des efforts sont également à noter en termes de découplage de l'économie chinoise du dollar : le yuan a pris l'ascendant sur le dollar dans les transactions transfrontalières de la Chine depuis mars 2023, de telles mesures pourraient rendre le pays plus résistant à d'éventuelles sanctions états-uniennes. Concernant les États-Unis, il est également fort incertain qu'ils souhaitent s'engager dans une guerre économique avec la Chine. Pékin représente en effet le premier fournisseur de biens de Washington (536 milliards de dollars, 16.5% du total) et son troisième marché pour ses exportations (150 milliards de dollars). Observée plus globalement, une rupture plus ou moins avancée du commerce entre les pays occidentaux et la Chine aurait un effet cataclysmique sur l'économie mondiale, et sonnerait le glas de la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui. La Chine se présente désormais comme un champion du capitalisme, dans un étonnant retour de l'histoire pour ce pays dont le système politique s'est précisément construit en opposition à ce modèle. Face à lui, la mondialisation et ses règles favorisent le monde occidental et les États-Unis en particulier – place du dollar, institutions internationales, question de la bonne gouvernance, etc. Résultat, Pékin dispute cette mondialisation qui lui est défavorable, et met en place de nouvelles infrastructures qui remettent en cause la domination américaine, notamment en s'appuyant sur ses relations avec le Sud global que les nouvelles routes de la soie ont considérablement étendues au cours des deux dernières décennies. L'enjeu est de taille, car de ce bras de fer planétaire sortiront les futures règles de l'économie internationale³.

Si des mesures économiques sont prises par les alliés occidentaux de la France, elles confineront donc au symbole et participeront essentiellement de l'ancrage géopolitique des pays concernés (en devenant un marqueur de proximité avec la politique américaine). Des mesures fortes pourraient même avoir un effet contre-productif, en renforçant de manière exponentielle l'inflation dans des sociétés déjà profondément impactées par la situation géopolitique actuelle. La France aurait tout à gagner à ne pas s'associer trop frontalement à ces mesures. Plutôt que de faire acte d'impuissance en détériorant son économie au profit d'actions inefficaces, elle pourrait regagner en stature internationale et tenter d'être un interlocuteur diplomatique de premier plan.

³ Sur ces questions, lire Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2024.

MESURES DIPLOMATIQUES : UNE OPPORTUNITÉ POUR PARIS ?

Les mesures diplomatiques présentent la seule option qui permettrait à la France de sortir grandie d'une potentielle crise dans le détroit de Taiwan. La crédibilité de la France comme partenaire diplomatique sera conditionnée par son indépendance et sa non-belligérance, elle devra cependant soutenir des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant à condamner l'agression chinoise, même si de telles initiatives seront soumises au veto chinois. Elle pourra ensuite tenter d'établir un canal de discussion avec les acteurs du conflit et agir en tant qu'intermédiaire dans la négociation des termes d'un cessez-le-feu.

De par sa position à l'ONU et sa relation étroite avec les deux pays, la France serait susceptible de faciliter un accord entre les États-Unis et la Chine. Elle jouit en effet d'un large rayonnement international grâce à son réseau diplomatique, à quoi s'ajoute l'ensemble du capital historique et culturel qu'elle a cultivé auprès de ces deux puissances. Des pressions diplomatiques, voire des représailles économiques, sont à craindre de la part de la Chine ou surtout des États-Unis, compte tenu de la relation ancienne entre Paris et Washington (incluant des périodes plus tendues, comme lors de la guerre d'Irak en 2003). Une reprise de relations apaisées sera cependant envisageable à court terme et ces tensions seront compensées, sur le long terme, par un gain significatif d'influence géopolitique. Un différend ponctuel avec les États-Unis représentera un coût minime par rapport à une rupture consommée avec la Chine. En outre, par contraste avec la guerre en Ukraine, l'absence de proximité géographique entre l'Asie et la France métropolitaine jouera en faveur d'une option diplomatique auprès de l'opinion publique, une posture belliciste et des sacrifices économiques étant plus difficiles à justifier concernant des pays lointains et méconnus d'une majorité des Français. Selon un sondage de 2020 du Central European Institute of Asian Studies (CEIAS), si 62% des Français ont une vision négative ou très négative de la Chine, seuls 7% souhaitent que la France suive l'Union européenne dans sa politique chinoise⁴. Les vœux d'autonomie l'emporteront donc très vraisemblablement sur le désamour de la Chine. Que les négociations engagées aboutissent ou non, l'exercice permettra à Paris de renouer avec la position historique d'une France indépendante et souveraine. Cette posture participera d'une extension de l'influence française, qui s'est amoindrie ces dernières années, notamment auprès des pays du Sud global.

⁴ Marc Julienne, Richard Q. Turcsányi, Matej Šimalčík, Kristína Kironská et Renáta Sedláková, *French public opinion on China in the age of COVID-19*, Bratislava, CEIAS, 2020, [FR-poll-report1.pdf \(ceias.eu\)](https://ceias.eu/FR-poll-report1.pdf)

Enfin, une posture indépendante et la recherche d'un compromis pourrait être fortement encouragées par Taiwan, en vue d'éviter que la crise ne devienne incontrôlable et ne fasse de l'île une ligne de front dans une compétition Pékin-Washington à grande échelle.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les Taiwanais ont élu en janvier 2024 un nouveau président, Lai Ching-te, qui s'inscrit dans la continuité des deux mandats de Tsai Ing-wen sur l'importance accordée à la souveraineté taiwanaise face aux pressions chinoises, et sur la nécessité d'un partenariat fort avec Washington pour une défense crédible. Cependant, le nouveau président doit s'accorder avec un parlement dans lequel le Kuomintang est redevenu le premier parti, et revendique une reprise du dialogue avec Pékin. En plébiscitant cette cohabitation qui ne dit pas son nom, les Taiwanais ont surtout manifesté leur désir de ne pas être une ligne de front dans une compétition dont ils seraient les principales victimes. Dès lors, si le danger vient de la Chine, le salut ne vient pas nécessairement des États-Unis, mais plutôt d'un renforcement des partenariats avec d'autres acteurs, afin précisément de ne pas envoyer de signaux pouvant attiser les tensions. Les Taiwanais sont mieux que quiconque bien placés pour savoir comment maintenir cet équilibre. À cet égard, la relation avec des partenaires tels que la France ne saurait être que privilégiée, en particulier dans le cas de tensions militaires croissantes avec Pékin.

Sur la base des développements précédents, il convient de considérer que les mesures pouvant être mises en œuvre par le gouvernement français en cas d'escalade dans le détroit pourront être propositionnelles à l'intensité et à la « finalité » de celle-ci, dans un ordre croissant :

- Protection des ressortissants et des intérêts économiques. Une escalade et le risque d'un conflit ouvert rendra nécessaire d'assurer la protection des ressortissants français et européens présents à Taiwan. Des pourparlers devront ainsi être immédiatement engagés en ce sens.
- Pression et potentielle solution diplomatique. Dans l'esprit de la « troisième voie » proposée par la France dans le cadre de sa stratégie Indo-Pacifique, plusieurs actions diplomatiques pourraient être entreprises de manière unilatérale et dans un cadre multilatéral (incluant en particulier les alliés : UE, États-Unis, Canada, Japon...). Une résolution pourrait ainsi être portée au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies. La recherche d'une solution en faveur d'une désescalade pourrait également être encouragée par la France à travers les instances de coopération régionales

directement affectées par une escalade, comme l'ASEAN. En cas d'échec, des pressions diplomatiques pourraient être envisagées à l'encontre de la RPC (exclusions temporaires d'instances internationales, et comme dernier recours reconnaissance de Taiwan).

- Liberté de navigation. Afin de limiter l'impact d'une escalade militaire sur le commerce et l'économie mondiale, la France et l'UE pourraient participer à une force internationale visant à assurer la libre circulation et la protection des navires et routes commerciales.
- Appui logistique et aide humanitaire. Dans la mesure où une escale militaire serait caractérisée par des actions visant le territoire taiwanais, une aide humanitaire pourrait être déployée en faveur des populations civiles, justifiée par les engagements de la France auprès des Nations unies. En outre, si Paris exclut, jusqu'à ce jour, la vente d'équipements militaires tant offensifs que défensifs, des équipements de défense passive pourraient être livrés à Taiwan en cas de frappes visant des populations civiles.
- Sanctions économiques. En cas d'échec des solutions et pressions diplomatiques, des sanctions économiques pourraient être proposées au niveau européen et à l'échelle internationale à l'encontre de Pékin, avec un risque d'impact élevé sur l'économie au regard de sa dépendance vis-à-vis de la Chine.
- Intervention militaire. L'approche française vise à ménager son partenaire économique chinois et à privilégier une solution diplomatique. La question d'une contribution à une action militaire ne peut cependant être totalement exclue au regard de la position des États-Unis et des principaux alliés, et de la nature et des conséquences de l'escalade. La France dispose cependant de moyens limités dans la zone indopacifique comme le pointe la loi de programmation militaire 2024-2030 et le rapport d'information présenté au Sénat en 2023 intitulé « Stratégie française pour l'Indo-Pacifique : des ambitions à la réalité ». Un tel engagement ne se ferait dès lors que dans le cadre d'une opération associant les alliés de Paris, au premier rang desquels les États-Unis.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.